



La réforme territoriale : point sur les textes

20 novembre 2014

Dominique Belargent, responsable des partenariats institutionnels, direction de la communication



**L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT**  
Les Hlm, habiter mieux, bien vivre ensemble



# D'un triptyque législatif à... un triptyque législatif

## ➔ Les objectifs de la réforme :

Renforcer l'efficacité de l'action publique afin **de dynamiser la croissance**, participer à l'effort de **redressement des finances publiques**, renforcer la solidarité entre les territoires, et offrir une meilleure qualité de services publics.

Avec quatre principes :

- la clarté entre l'Etat et les collectivités territoriales et entre les collectivités elles-mêmes dans l'exercice de leurs compétences respectives ;
- la confiance, pour restaurer le dialogue entre les partenaires de l'action publique ;
- la cohérence, pour conforter la logique des blocs de compétences ;
- la démocratie, pour favoriser un meilleur contrôle du citoyen en développant la participation et l'évaluation.

## ➔ Un texte adopté...deux autres attendus

- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

### • 2 textes

• **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (Seconde lecture AN en cours)**

• **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Première lecture Sénat décembre 2014)**



# Le contexte législatif et financier de la réforme

## ➔ Un ensemble de réformes...

- Réforme territoriale de 2010 ([achèvement de la carte intercommunale](#), incitation aux communes nouvelles..)
- Réforme électorale (loi Valls, scrutin intercommunal, scrutin départemental...)
- **La réforme territoriale : 3 textes (métropoles, régions etc...)**
- [Loi ALUR](#)
- Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine
- Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte

...renforçant l'intercommunalité...notamment en matière d'habitat

## ➔ Mais dans un contexte financier aux incertitudes multiples

- Gel des dotations de l'Etat....puis baisses en 2014 et 2015...et suivantes
- Modification du panier fiscal des CT... et perspective d'une « fiscalité économique pour les régions »
- Les impacts budgétaires du Pacte de responsabilité (2015 et suivantes)

1

# Loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles



# Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

## ➔ Clarification des compétences et coordination des acteurs

- Clause générale de compétences
- Collectivités chefs de file
- Conférence territoriale de l'action publique
- Fonds européens

## ➔ Affirmation des métropoles et approfondissement de l'intégration communautaire

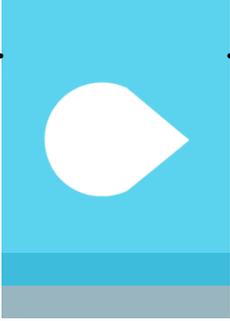
- Les métropoles de droit commun
- Les métropoles à statut spécifique (Lyon, Aix Marseille Provence, Grand Paris)
- L'intégration communautaire (communautés urbaines, mutualisation...)

## ➔ Renforcement de la coopération inter-territoriale

- Evolution des pôles métropolitains
- Création des pôles d'équilibre territorial et rural

2

# Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral



Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (**commission Lois AN**)

- ➔ Nouvelle délimitation des régions au 01 01 2016 : 22 à 13 régions
- ➔ Droit d'option pour les départements limitrophes (01 01 2016 au 01 03 2019) pour adhérer à une nouvelle région
- ➔ Facilitation des fusions (régions, départements, régions/départements) : suppression de l'obligation de consultation des citoyens
- ➔ Elections départementales (mars 2015) et élections régionales (décembre 2015)



# Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (**commission Lois AN**)



3

# Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République



# Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République



## Des régions aux compétences renforcées et exclusives

- Suppression de la clause générale de compétences
- Des compétences renforcées et exclusives : Le développement économique, le soutien aux entreprises, l'internationalisation, **l'aménagement et le développement durable du territoire**, la planification de la prévention et du traitement des déchets, les transports...
- La création d'une compétence « **accès au logement et amélioration de l'habitat** »
- Pouvoir réglementaire d'adaptation et formulation de propositions de modifications législatives
- Planification stratégique autour de deux schémas (uniques) :
  - Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation
  - **Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire, SRADDT, prescriptif**



# Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République

## ➔ Des départements recentrés sur leurs compétences (?)

- Suppression de la clause générale de compétences
- Solidarités humaines et territoriales

## ➔ Un département vidé de sa substance (?) :

- Transfert obligatoire de compétences aux régions (transports inter-urbains, transports scolaires, voirie départementale, collèges, aménagement, gestion et entretien des ports départementaux...)
- Effet de l'exclusivité des compétences (suppression pour les départements de la possibilité d'accorder des aides aux entreprises en difficulté, de participer aux sociétés de garantie, cantonnement aux organismes Hlm et aux SEM de la faculté offerte au département de garantir ou de cautionner des emprunts)
- Effet de l'obligation de transfert ou de délégation aux métropoles de l'ensemble des compétences précisées par la loi du 27 janvier 2014 (aides du FSL consacrées à l'énergie, missions du service social départemental, plan départemental d'insertion, personnes âgées, prévention spécialisée, aides aux jeunes en difficulté, tourisme...).



# Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République

## ➔ Des intercommunalités renforcées

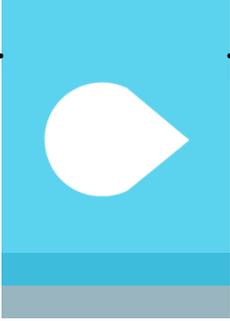
- Fixation de la taille minimale des intercommunalités à 20 000 habitants (?)
- Accélération de la terminaison et rationalisation de la carte intercommunale (EPCI-syndicats) au 31 12 2016
- Métropoles = possibilités de transfert et de délégation de compétences de la part du département renforcées
- ComCom : renforcement de leurs compétences obligatoires et optionnelles

## ➔ Transparence financière améliorée

- Rapport de la Cour des comptes au Parlement sur la situation financière et la gestion des collectivités
- Amélioration des modalités de traitement par les assemblées délibérantes et de communication des rapports d'observation des chambres régionales des comptes et des suites qui leur sont données
- Information publique immédiate sur les situations financières dégradées
- Création d'un rapport d'orientation budgétaire, support au débat d'orientation budgétaire dans les régions, départements et communes de 3500 habitants et plus, etc.

# 4 Conclusions





# Conclusions

- ➔ Des régions plus grandes et plus fortes, des communautés plus intégrées
  - Le rôle de l'Etat ?
  - L'évolution du rôle des départements?
  - La place des territoires ruraux?
  - ➡ Quelle organisation territoriale du mouvement Hlm ?
  
- ➔ Un renforcement des compétences habitat des communautés
  - Vont-elles s'en saisir? A quel rythme? Avec quels moyens?
  - Quelle place pour l'habitat des catégories modestes?
  - ➡ Quelle contribution du mouvement Hlm territorial ?
  
- ➔ Des chantiers de la profession à conduire dans un environnement institutionnel en pleine évolution



# La réforme territoriale : le point sur les textes

20 novembre 2014

Dominique Belargent, responsable des partenariats institutionnels, direction de la communication



**L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT**  
Les Hlm, habiter mieux, bien vivre ensemble